



Plan financier

2024-2030

Table des matières

1. Préambule

1.1. Introduction	3
1.2. Dispositions légales	5

2. Plan financier 2024-2030

2.1. Evolution du compte de fonctionnement 2024-2030.....	6
2.2. Planification des investissements 2024-2030	7
2.3. Evolution de l'endettement net	8
2.4. Evolution de la fortune.....	8

3. Considérations finales.....

8

4. Annexes

4.1 Récapitulation des éléments du plan financier	11
4.2. Eléments d'analyse financière.....	12
4.3. Détail des investissements nets	17

1. Préambule

1.1. Introduction

Nous avons le plaisir vous présenter le plan financier 2024-2030. Celui-ci a été validé par l'exécutif lors de la séance du 23 novembre 2023.

Ce document de planification financière est un instrument d'information sur les intentions et perspectives futures concernant les investissements de la commune. Si le budget 2024 est un instrument de planification à court terme et essentiel à la gestion courante de la Commune, le plan financier 2024-2030 recense les investissements majeurs envisagés par l'exécutif communal. Il renseigne sur l'évolution des comptes de fonctionnement, de la fortune et de l'endettement.

Il est important de comprendre que la valeur des investissements présentés correspond à une valeur brute. Ce choix a été fait tenant compte de l'incertitude de la planification de ces investissements dans le temps et des modifications législatives possibles dans le cadre de la distribution de subventions pour ces projets dans le futur.

La planification financière s'effectue formellement sur 4 ans selon les dispositions cantonales en vigueur. En décembre 2022, lors de la séance du CG dans le cadre du budget 2023, le CC s'est engagé à étendre cette planification à 7 ans afin de mieux répartir les intentions d'investissements de l'exécutif communal.

Les changements intervenus au sein du service financier durant l'année 2023 n'ont pas permis de mener à bien cet exercice dans les meilleures conditions. Ceci dit, nous vous soumettons ce plan financier qui sera encore affiné en 2024 afin de laisser un outil de travail plus performant pour la prochaine législature.

En préambule, on peut séparer les investissements en deux catégories distinctes :

1. **Les investissements récurrents**, nécessaires, dont certains sont liés aux exigences cantonales. On peut bien évidemment « jouer » sur les montants de ces investissements notamment pour les investissements variables et ceux dont l'amortissement est autofinancé. Exemples :

	Incontournable	Variable	Amortissements Autofinancés
a. Achats de bien-fonds		100'000	
b. Véhicules		50'000	
c. Bourses et prêts	5'000		
d. Rénovation des chemins		50'000	
e. Dispositif pré-hosp	4'000		
f. Institutions pour handicapés	22'000		
g. Frais de construction routes communales		700'000	
h. Frais constructions route cant.	400'000		
i. Eclairage public		50'000	
j. Maintenance du réseau eau			200'000
k. Compteurs d'eau			40'000
l. Maintenance réseau eaux usées			200'000
m. STEP (10 ans de sub d'invest)	438'000		également ici
n. Gestion des déchets		60'000	
TOTAL	869'000	1'010'000	440'000

Ce montant estimatif de CHF 2,3 mios représente les investissements standards, voire incontournables que doit consentir la commune pour le maintien et le développement des infrastructures de base. Ces investissements correspondent plus ou moins à la marge d'autofinancement de notre commune ces dernières années.

Un peu plus du tiers de cette somme est lié aux comptes autofinancés. Le financement des coûts de ces investissements doit être couvert par les différentes taxes communales (eaux, eaux usées et déchets). Ces taxes sont faibles aujourd'hui à Ayent et subiront certainement une augmentation à l'avenir afin d'assurer l'autofinancement de ces comptes sur la durée.

2. **Les investissements liés à des projets ad-hoc**, qui permettent d'améliorer les infrastructures au service de notre population. Ceux-ci seront réalisés en fonction de la capacité financière de la commune, de la volonté de l'exécutif de consentir à un endettement communal plus élevé et à la décision finale du législatif communal.

A ce stade la législature actuelle a mis en avant les projets suivants, dont certains émanent déjà de la volonté de la législature précédente, d'autres répondant à des besoins identifiés, notamment en lien avec l'augmentation de la population communale :

a. L'extension de l'école de Botyre	CHF 19'000'000
b. La halle des pompiers	CHF 1'000'000
c. Le bâtiment des travaux publics	CHF 2'000'000
d. Centre de tri intercommunal	CHF 1'500'000
e. Rénovation de la place Anzère AV0	CHF 800'000
f. Rénovation du stade de sport de Lényre	CHF 4'000'000
g. Le projet Agglo	CHF 1'500'000
h. Le captage de la Combe des Andins	CHF 10'000'000
i. La réfection des Torrents	CHF 1'000'000
j. Le cimetière	CHF 1'000'000

TOTAL

CHF 41'800'000

Ces projets sont tous à différents stades d'étude. Le premier, à potentiellement voir le jour, est la rénovation de la place du village d'Anzère puisque le dossier sera traité en séance du Conseil Général cet automne 2023. Pour certains autres, comme la réfection des torrents, le besoin sécuritaire et le pourcentage de subventions cantonales acquis à ces projets nous incite évidemment à les mener à bien.

L'ambitieux projet du captage des eaux de la Combe des Andins semble faire l'unanimité, tant à l'exécutif, au législatif qu'au sein de la population ayentôte. Il restera à définir le modèle de financement et convaincre du bien-fondé du modèle de financement au travers de la constitution d'une SA en mains exclusivement communales et bourgeoises.

Le projet multiple de Prô de Savio permet de remédier à un déficit d'infrastructures communales identifiés depuis une (ou plus) décennie. L'installation sur un même site du centre de tri, du triage forestier et de la halle des pompiers permettrait de maintenir sur notre commune ces infrastructures intercommunales et d'y ajouter le bâtiment des travaux publics afin de sortir ces derniers de l'insalubrité des abris pc de Fortunau.

Ces investissements seront réalisés en fonction de la volonté commune de l'exécutif et du législatif de consentir à un endettement communal plus élevé dans l'avenir.

Un brin d'histoire

En 1994, il y a donc tout juste 30 ans, le chiffre d'affaires communal se montait à environ CHF 10 mios pour un excédent de charges de CHF 147'000.--. En 2022, ce chiffre d'affaires est de CHF 23 mios avec un excédent de recette de CHF 715'000.--.

Le bilan communal était d'environ CHF 50 millions tout comme en 2022 ce qui démontre le volume des amortissements au fil des ans ; par contre, les fonds propres n'étaient que de CHF 14 millions contre CHF 25,2 millions en 2022.

Les intérêts passifs en 1994 se montaient CHF 820'000.-- pour CHF 34 millions d'emprunts par rapport aux CHF 66'000.-- en 2022 pour un montant de CHF 7,9 millions d'emprunts.

Le cycle d'investissements des années 90 a fait passer un cap important à notre commune (STEP, EMS, Ecoles, etc). A cette date-là, la commune n'avait pas encore racheté les remontées mécaniques à la famille Revaz !

Aujourd'hui, nous sommes tout-à-fait en mesure de relancer ce cycle d'investissements pour ces 6 à 8 prochaines années afin de développer les services de notre commune. L'endettement communal va certes augmenter mais pour des investissements que la commune devra de toute manière consentir. Alors, Pourquoi attendre ? Soyons proactifs et donnons-nous les moyens de rendre Ayent encore plus attractif !

Le plan financier qui vous est soumis respecte la période quadriennale minimum imposée par l'article 79 LCo.

1.2. Dispositions légales

La loi sur les communes du 5 février 2004 précise à l'art. 79, le fondement de la planification financière. Elle mentionne :

- 1 *Le conseil municipal établit, pour une durée de quatre ans au moins, une planification financière qu'il porte à la connaissance de l'assemblée primaire ou du conseil général.*
- 2 *Cette planification financière donne une vue d'ensemble sur l'évolution prévisible des recettes et des dépenses courantes, des investissements, ainsi que de la fortune et de l'endettement.*

Ces éléments sont précisés dans l'ordonnance sur la gestion financière des communes du 24.02.2021.

Art. 30 Principes

- 1 *Le Conseil communal établit, pour une durée de quatre ans au moins, un plan financier.*
- 2 *Le plan financier est porté à la connaissance de l'assemblée primaire ou du conseil général avant la présentation du budget.*

Art. 31 Compétence et contenu

- 1 *Le plan financier est traité et approuvé par le conseil communal.*
- 2 *Le plan financier se compose du message introductif, du tableau des résultats de la planification financière, du programme des investissements et des bases de calcul.*
- 3 *Il informe notamment sur :*
 - a) *l'évolution probable des charges et des revenus du compte de résultats ;*
 - b) *les dépenses et les recettes des investissements prévus, l'effet des investissements sur l'équilibre budgétaire, soit une estimation justifiant que les charges induites, y compris les amortissements comptables, seront supportables, ainsi que le mode de financement prévu des investissements;*
 - c) *l'évolution prévisible du capital propre et de l'endettement.*

2. Plan financier 2024-2030

La planification financière est un instrument d'information, de gestion, de décisions. Elle doit évoluer avec les nouveaux paramètres qui surgissent inmanquablement dans le temps. La gestion des besoins des citoyens, les aléas conjoncturels, naturels et climatiques évoluant dans le temps sans pouvoir de contrôle de la part de l'Administration communale.

Le prochain changement de législature amènera son lot de changements au niveau des perspectives et des priorités pour les prochaines années. Ceci dit, il est important que les intentions et ambitions actuelles de l'exécutif soit exprimées. Elles le sont donc dans ce plan financier qui se projette jusqu'en 2030.

2.1. Evolution du compte de fonctionnement 2024-2030

L'estimation de l'évolution des charges et des recettes du compte de fonctionnement se contente de se faire en fonction de la nature des opérations. Dans de nombreux domaines, la commune n'a pas ou très peu d'emprise – Aide sociale, soins de longue durée, l'enseignement, la participation aux routes cantonales, etc. -

Les charges de personnel sont estimées en hausse, que ce soit en lien avec les décisions prises déjà au budget 2023 ainsi qu'à l'importance de l'adaptation des ressources nécessaires au volume de travail et défis que représente la gestion de l'Administration communale.

Au niveau des impôts, l'évaluation a été calculée sur une progression annuelle constante de 2 % et en tenant compte également d'informations en possession de l'administration sur l'arrivée ou le départ de contribuables. Les estimations futures devront toujours être prudentes tout en se rapprochant plus de la réalité. Quant aux redevances sur le prix de l'électricité, nous n'avons pas, par prudence, chiffré d'amélioration des revenus sur la durée

Pour la période choisie dans ce document, la marge d'autofinancement restera faible voir insuffisante en regard des investissements souhaités par l'exécutif communal mais permettra de maintenir à flot les investissements récurrents mentionnés ci-dessus.

Comptes de fonctionnement selon les natures										
Désignation	C-2022 MCH2	B-2023 MCH2	B-2024 MCH2	B-2025 MCH2	B-2026 MCH2	B-2027 MCH2	B-2028 MCH2	B-2029 MCH2	B-2030 MCH2	
30 Charges de personnel	5 771 522,30	6 006 400,00	6 208 920,00	6 333 098,40	6 459 760,37	6 588 955,58	6 720 734,69	6 855 149,38	6 992 252,37	
31 Charges de biens et services et autres charges	5 821 532,47	6 053 200,00	6 100 526,00	6 131 028,63	6 161 683,77	6 192 492,19	6 223 454,65	6 254 571,93	6 285 844,79	
32 Intérêts passifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
33 Amortissement patrimoine financier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
34 Charges financières	225 561,35	131 200,00	116 500,00	131 200,00	300 000,00	500 000,00	530 000,00	530 000,00	530 000,00	
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	107 401,00	5 700,00	42 000,00	5 700,00	5 700,00	5 700,00	5 700,00	5 700,00	5 700,00	
36 Charges de transferts	9 143 274,00	9 572 560,00	9 685 595,00	9 231 560,00	9 200 000,00	9 200 000,00	9 200 000,00	9 200 000,00	9 200 000,00	
37 Subventions redistribuées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
38 Charges extraordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
39 Imputations internes	1 620 018,00	1 501 000,00	1 522 500,00	1 501 000,00	1 509 000,00	1 517 000,00	1 525 000,00	1 533 000,00	1 541 000,00	
Total des charges avant amortissements	22 689 309,12	23 270 060,00	23 676 041,00	23 333 587,03	23 636 144,14	24 004 147,77	24 204 889,34	24 378 421,31	24 554 797,15	
33 Amortissements ordinaires	1 852 021,85	1 971 000,00	2 137 000,00	2 970 000,00	3 467 000,00	3 117 000,00	2 837 000,00	2 277 000,00	2 277 000,00	
366 Amortissements, subventions d'investissement	-	-	-	341 000,00	365 000,00	383 000,00	397 000,00	397 000,00	397 000,00	
3 Total des charges	24 541 330,97	25 241 060,00	25 813 041,00	26 303 587,03	27 103 144,14	27 121 147,77	27 041 889,34	26 655 421,31	26 831 797,15	
40 Revenus fiscaux	15 318 345,66	14 730 500,00	14 818 200,00	15 000 000,00	15 300 000,00	15 606 000,00	15 918 000,00	16 236 000,00	16 561 000,00	
41 Patentes et concessions	1 095 210,15	1 232 800,00	1 182 800,00	1 194 628,00	1 206 574,28	1 218 640,02	1 230 826,42	1 243 134,69	1 255 566,03	
42 Taxes	4 777 596,00	5 247 300,00	5 463 600,00	5 572 872,00	5 684 329,44	5 798 016,03	5 913 976,35	6 032 255,88	6 152 900,99	
43 Revenus divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
44 Revenus financiers	649 737,00	583 200,00	594 700,00	600 647,00	606 653,47	612 720,00	618 847,20	625 035,68	631 286,03	
45 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	297 466,36	791 100,00	949 105,00	958 596,05	968 182,01	977 863,83	987 642,47	997 518,89	1 007 494,08	
46 Revenus de transferts	1 498 483,10	1 672 143,00	1 981 198,00	2 001 009,98	2 021 020,08	2 041 230,28	2 061 642,58	2 082 259,01	2 103 081,60	
47 Subventions à redistribuer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
48 Revenus extraordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
49 Imputations internes	1 620 018,00	1 501 000,00	1 522 500,00	1 501 000,00	1 509 000,00	1 517 000,00	1 525 000,00	1 533 000,00	1 541 000,00	
4 Total des revenus	25 256 856,27	25 758 043,00	26 512 103,00	26 828 753,03	27 295 759,28	27 771 470,17	28 255 935,03	28 749 204,14	29 252 328,74	
Marge d'autofinancement	2 567 547,15	2 487 983,00	2 836 062,00	3 495 166,00	3 659 615,14	3 767 322,40	4 051 045,69	4 370 782,84	4 697 531,59	
Excédent de revenu/charges (+/-)	715 525	516 983	699 062	525 166	192 615	650 322	1 214 046	2 093 783	2 420 532	

2.2. Planification des investissements 2024-2030

Les investissements nets potentiels pour les années 2024-2030 représenteraient plus de CHF 69 mios de francs. Ces projets répondent à la volonté de maintenir des infrastructures de qualité et aux tâches qu'une collectivité se doit d'offrir à sa population.

Le programme est ambitieux et la marge d'autofinancement estimée restera largement insuffisante pour assurer le financement de ces projets. Le recours à l'emprunt sera nécessaire et l'endettement augmentera

Le tableau ci-après récapitule les principaux projets des exercices prochains :

	Investissements nets	C-2022	B-2023	B-2024	PF 2025	PF-2026	PF-2027	PF-2028	PF-2029	PF-2030
0.	Administration générale	132 994,90	300 000,00	250 000,00	240 000,00	440 000,00	330 000,00	290 000,00	280 000,00	280 000,00
1.	Sécurité publique	0,00	40 000,00	0,00	90 000,00	40 000,00	1 000 000,00	90 000,00	40 000,00	40 000,00
2.	Enseignement et formation	318 359,35	505 000,00	1 305 000,00	5 103 200,00	4 805 000,00	4 805 000,00	5 005 000,00	5 000,00	5 000,00
3.	Culture, loisirs et culte	-19 201,65	4 000,00	349 000,00	1 214 000,00	734 000,00	1 534 000,00	1 634 000,00	14 000,00	14 000,00
4.	Santé	0,00	3 800,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
5.	Prévoyance sociale	0,00	22 100,00	20 100,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
6.	Trafic	892 743,50	1 185 000,00	1 620 000,00	1 290 000,00	2 740 000,00	2 340 000,00	1 340 000,00	1 290 000,00	1 290 000,00
7.	Protection et aménagement de l'environnement	2 601 967,30	2 075 600,00	1 925 588,00	3 228 000,00	7 938 000,00	3 898 000,00	1 867 568,00	1 197 568,00	1 267 568,00
8.	Economie publique	408 960,00	200 000,00	20 000,00	585 000,00	485 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00
9.	Finances et impôts	46 859,60	100 000,00	15 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES INVESTISSEMENTS	4 382 683,00	4 435 500,00	5 504 688,00	11 976 200,00	17 208 000,00	14 133 000,00	10 452 568,00	2 852 568,00	2 922 568,00
	Total des dépenses	4 620 987,80	4 631 500,00	5 778 688,00	12 172 200,00	17 444 000,00	14 409 000,00	10 728 568,00	3 128 568,00	3 198 568,00
	Total des recettes	238 304,80	196 000,00	274 000,00	196 000,00	236 000,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
	Excédent/ insuffisance	4 382 683,00	4 435 500,00	5 504 688,00	11 976 200,00	17 208 000,00	14 133 000,00	10 452 568,00	2 852 568,00	2 922 568,00

2.3. Evolution de l'endettement net

La planification établie jusqu'en 2030 prévoit un endettement communal à plus de 55 millions de francs à l'aube 2030 pour autant – bien évidemment - que tous les projets se réalisent et soient financés entièrement par la commune. Selon les indicateurs du canton cette dette serait bien évidemment considérée comme très importante.

2.4 Evolution de la fortune

La loi cantonale sur les communes et l'ordonnance sur la gestion financière définit les principes relatifs à l'équilibre budgétaire. Le budget de fonctionnement des communes est équilibré lorsqu'il ne résulte pas de découvert au bilan, après la prise en compte des amortissements.

Les résultats déficitaires attendus et l'insuffisance de financement des investissements planifiés vont inmanquablement affaiblir la fortune de la Commune.

Malgré cette planification, l'état de la fortune demeure dans les limites fixées par l'ordonnance sur la gestion financière des communes, notamment l'équilibre budgétaire précisant qu'un excédent de charge ne peut être budgétisé que s'il est couvert par l'excédent du bilan (art. 7 al. 2 de l'ordonnance du 24.02.2021 OGFCo). Tenant compte de montant d'investissements bruts en 2030 la fortune de la commune serait de CHF 28 mios, l'endettement envers des tiers de CHF 69 mios.

L'évolution de la fortune nette figure à l'annexe 4.1.

3. Considérations finales

La planification des investissements exprimée pour les prochains exercices est ambitieuse. Elle reflète les défis qui attendent notre collectivité à court et moyen terme et elle livre l'expression du développement envisagé par le Conseil communal. Les infrastructures envisagées sont toutes essentielles afin de maintenir l'attractivité de notre commune pour ses résidents pour les décennies à venir. Leur concrétisation ne se déroulera peut-être pas au rythme mentionné, mais l'exécutif souhaite s'y référer. Ces projets influenceront assurément les finances communales.

Mentionner sur 7 ans les fluctuations de la marge d'autofinancement est pure utopie. La structuration économique et financière de certains projets d'investissements pouvant amener de fortes modifications à la hausse ou à la baisse de celle-ci selon les choix faits.

Reprenant les chiffres du dernier budget quadriennal qui précisait déjà à l'époque une insuffisance de financement de CHF 26 mios un recours à l'emprunt sera nécessaire. La conséquence directe de cette situation sera une augmentation de l'endettement communal.

Au contraire des derniers exercices, où un certain équilibre a pu être maintenu entre la marge d'autofinancement et les investissements nets, il faudra accepter d'y déroger. Ces dernières années, il y a eu peu d'investissements d'envergure sur notre commune. Avec ces prévisions sur 7 ans, les indicateurs financiers mis en place par le Canton seront pénalisés. Cette exposition est nécessaire à la réalisation des objectifs prioritaires que sont le renouvellement et le développement de nos infrastructures et le maintien d'un service public de valeur.

C'est dans ce contexte évolutif et cyclique que le plan 2024-2030 a été préparé. Comme mentionné précédemment, il sera encore affiné durant le courant de l'année 2024 et n'est donc qu'estimatif à ce stade.

Ce plan financier résulte d'une démarche unilatérale de l'Exécutif. Toutefois, il est essentiel que l'Exécutif et le Législatif s'unissent autour d'objectifs communs.

Le Conseil communal vous présente, Mesdames et Messieurs, ses salutations distinguées.

Ayant, le 23 novembre 2023

LA COMMUNE D'AYENT

4. Annexes

4.1. Récapitulation des éléments du plan financier

4.2. Eléments d'analyse financière

4.3. Détail des investissements nets

4.1 Récapitulation des éléments du plan financier 2024-2030

Plan financier									
Résultat	Compte	Budget		Plan financier	Plan financier	Plan financier	Plan financier	Plan financier	Plan financier
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Prévisions compte de résultats									
Total des charges financières	22 581 908	22 923 360	23 269 041	23 327 887	23 630 744	23 998 747	24 199 489	24 373 021	24 549 397
Total des revenus financiers	24 959 391	24 606 943	25 472 998	25 261 857	25 699 077	26 144 106	26 597 793	27 060 185	27 531 335
Marge d'autofinancement	2 377 482	1 683 583	2 203 957	1 933 970	2 068 333	2 145 359	2 398 304	2 687 164	2 981 938
Amortissements planifiés	1 852 022	1 971 000	2 137 000	2 970 000	3 467 000	3 117 000	2 837 000	2 277 000	2 277 000
Attributions aux fonds et financements spéciaux	-	-	-	5 700	5 700	5 700	5 700	5 700	5 700
Dont fonds et financements spéciaux capital propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	-	-	-	958 896	968 182	977 864	987 642	997 519	1 007 494
Dont fonds et financements spéciaux capital propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations des prêts du PA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations des participations du PA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attributions au capital propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations PA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prélèvements sur le capital propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent revenus (+) charges (-)	525 461	-287 417	66 957	-82 834	-436 185	523	543 246	1 401 983	1 706 732
Prévision du compte des investissements									
Total des dépenses	5 167 220	4 631 500	5 778 688	12 172 200	19 794 000	15 259 000	10 728 568	3 125 568	3 198 568
Total des recettes	784 537	196 000	274 000	196 000	236 000	267 000	276 000	276 000	276 000
Investissements nets	4 382 683	4 435 500	5 504 688	11 976 200	19 558 000	14 992 000	10 452 568	2 849 568	2 922 568
Financement des investissements									
Report des investissements nets	4 382 683	4 435 500	5 504 688	11 976 200	19 558 000	14 992 000	10 452 568	2 849 568	2 922 568
Marge d'autofinancement	2 377 482	1 683 583	2 203 957	1 933 970	2 068 333	2 145 359	2 398 304	2 687 164	2 981 938
Excédent (+) découvert (-) de financement	-2 005 201	-2 751 917	-3 300 731	-10 042 230	-17 489 667	-12 846 641	-8 054 264	-162 404	59 370
Modification de la fortune/découvert									
Excédent revenus (+) charges (-)	525 461	-287 417	66 957	-82 834	-436 185	523	543 246	1 401 983	1 706 732
Excédent /Découvert du bilan	25 909 368	25 621 951	25 688 908	25 606 074	25 169 889	25 170 412	25 713 658	27 115 641	28 822 373
Modification des engagements									
Variation capitaux de tiers	2 005 201	2 751 917	3 300 731	9 089 034	16 527 185	11 874 477	7 072 322	-829 415	-1 061 164
Capitaux de tiers	20 426 607	23 178 524	26 479 255	35 568 289	52 095 474	63 969 951	71 042 273	70 212 858	69 151 694

4.2 Eléments d'analyse financière

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------

1. Taux d'endettement net (I1)

Dettes nettes I	CHF	7 119 470,73	9 871 387,73	13 172 118,73	22 261 152,73	38 788 337,73	50 662 814,73	57 735 136,73	56 905 721,73	55 844 557,73
Revenus fiscaux	CHF	15 318 345,66	14 370 500,00	14 818 200,00	15 000 000,00	15 300 000,00	15 606 000,00	15 918 000,00	16 236 000,00	16 561 000,00
		46,48%	68,69%	88,89%	148,41%	253,52%	324,64%	362,70%	350,49%	337,21%

Valeurs indicatives

< 100%	bon
100% - 150%	suffisant
> 150%	mauvais

2. Degré d'autofinancement (I2)

Autofinancement	CHF	2 377 482,43	1 683 583,00	2 203 957,00	1 933 970,00	2 068 333,00	2 145 359,00	2 398 304,00	2 687 164,00	2 981 938,00
investissements nets	CHF	4 382 683,00	4 435 500,00	5 504 688,00	11 976 200,00	19 558 000,00	14 992 000,00	10 452 568,00	2 849 568,00	2 922 568,00
		54,25%	37,96%	40,04%	16,15%	10,58%	14,31%	22,94%	94,30%	102,03%

Valeurs indicatives

> 100%	haute conjoncture
80 -100%	cas normal
50 - 80%	récession

2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030

3. Part des charges d'intérêts (I3)

Charges d'intérêts nets	CHF	-18 353,62	12 500,00	-87 500,00	-	-	-	-	-	-
Revenus courants	CHF	23 339 372,85	23 105 943,00	23 950 498,00	25 328 053,00	25 786 758,00	26 254 470,00	26 730 934,00	27 216 205,00	27 711 329,00
		-0,08%	0,05%	-0,37%						

Valeurs indicatives

0% – 4%	bon
4% – 9%	suffisant
> 9%	mauvais

4. Dette brute par rapport aux revenus (I4)

Dette brute	CHF	10 151 486,35	12 903 403,35	16 204 134,35	25 293 168,35	41 820 353,35	53 694 830,35	60 767 152,35	59 937 737,35	58 876 573,35
Revenus courants	CHF	23 339 372,85	23 105 943,00	23 950 498,00	25 328 053,00	25 786 758,00	26 254 470,00	26 730 934,00	27 216 205,00	27 711 329,00
		43,50%	55,84%	67,66%	99,86%	162,18%	204,52%	227,33%	220,23%	212,46%

Valeurs indicatives

< 50%	très bon
50% – 100%	bon
100% – 150%	moyen
150% – 200%	mauvais
> 200%	critique

5. Proportion des investissements (I5)

Investissements bruts	CHF	5 167 219,90	4 631 500,00	5 778 688,00	12 172 200,00	19 794 000,00	15 259 000,00	10 728 568,00	3 125 568,00	3 198 568,00
Dépenses totales	CHF	26 106 210,32	26 053 860,00	27 525 229,00	34 098 542,00	41 946 252,00	37 771 411,00	33 433 875,00	25 965 289,00	26 206 665,00
		19,79%	17,78%	20,99%	35,70%	47,19%	40,40%	32,09%	12,04%	12,21%

Valeurs indicatives

< 10%	eff. d'inv. faible
10% – 20%	eff. d'inv. moyen
20% – 30%	eff. d'inv. élevé
> 30%	eff. d'inv. très élevé

6. Part du service de la dette (I6)

Service de la dette	CHF	1 833 668,23	1 983 500,00	2 049 500,00	2 970 000,00	3 467 000,00	3 117 000,00	2 837 000,00	2 277 000,00	2 277 000,00
Revenus courants	CHF	23 339 372,85	23 105 943,00	23 950 498,00	25 328 053,00	25 786 758,00	26 254 470,00	26 730 934,00	27 216 205,00	27 711 329,00
		7,86%	8,58%	8,56%	11,73%	13,44%	11,87%	10,61%	8,37%	8,22%

Valeurs indicatives

< 5%	charge faible
5% – 15%	charge acceptable
> 15%	charge forte

2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030

7. Dette nette 1 par habitant (I7)

Dette nette I	CHF	7 119 470,73	9 871 387,73	13 172 118,73	22 261 152,73	38 788 337,73	50 662 814,73	57 735 136,73	56 905 721,73	55 844 557,73
Population résidente permanente		4 185	4 247	4 281	4 480	4 560	4 620	4 700	4 780	4 860
		1 701	2 324	3 077	4 969	8 506	10 966	12 284	11 905	11 491

Valeurs indicatives

< 0 CHF	patrimoine net
0 – 1'000 CHF	endettement faible
1'001 – 2'500 CHF	endettement moyen
2'501 – 5'000 CHF	endettement important
> 5'000 CHF	endettement très important

8. Taux d'autofinancement (I8)

Autofinancement	CHF	2 377 482,43	1 683 583,00	2 203 957,00	1 933 970,00	2 068 333,00	2 145 359,00	2 398 304,00	2 687 164,00	2 981 938,00
Revenus courants	CHF	23 339 372,85	23 105 943,00	23 950 498,00	25 328 053,00	25 786 758,00	26 254 470,00	26 730 934,00	27 216 205,00	27 711 329,00
		10,19%	7,29%	9,20%	7,64%	8,02%	8,17%	8,97%	9,87%	10,76%

Valeurs indicatives

> 20%	bon
10% – 20%	moyen
< 10%	mauvais

4.3 Détail des investissements nets

Investissements nets	C-2022	B-2023	B-2024	PF 2025	PF-2026	PF-2027	PF-2028	PF-2029	PF-2030
0. Administration générale	132 994,90	300 000,00	250 000,00	240 000,00	440 000,00	330 000,00	290 000,00	280 000,00	280 000,00
Biens-fonds	56 587,20	100 000,00	200 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Biens-fonds remboursements									
Bâtiments administratifs	45 142,00			100 000,00	100 000,00	150 000,00	150 000,00	100 000,00	100 000,00
Equipement de bureau		30 000,00	0,00						
Chauffage à distance		100 000,00							
Véhicules	31 265,70	30 000,00	50 000,00	40 000,00	240 000,00	80 000,00	40 000,00	80 000,00	80 000,00
Suvention									
Salle de conférence Zodiaque		40 000,00	0,00						
1. Sécurité publique	0,00	40 000,00	0,00	90 000,00	40 000,00	1 000 000,00	90 000,00	40 000,00	40 000,00
Horodateurs		40 000,00		50 000,00			50 000,00		
Equipement service du feu				40 000,00	40 000,00	1 000 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
2. Enseignement et formation	318 359,35	505 000,00	1 305 000,00	5 103 200,00	4 805 000,00	4 805 000,00	5 005 000,00	5 000,00	5 000,00
Rénovation ancien bâtiment CO + salle de gym	300 000,00	200 000,00	100 000,00						
Ecole de Botyre - extension	115 841,35	300 000,00	1 200 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	0,00
Ecole de Botyre - mobilier				100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subvention	-90 000,00								
Mobilier écoles Botyre + CO				-1 800,00	-200 000,00	-200 000,00			
Bourses et prêts	-7 482,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
3. Culture, loisirs et culte	-19 201,65	4 000,00	349 000,00	1 214 000,00	734 000,00	1 534 000,00	1 634 000,00	14 000,00	14 000,00
Rénovations chemins	-20 901,40	40 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Achat véhicules	26 811,00								
Oeuvres d'art	-4 922,00								
Matériel pour spectacles	0,00		35 000,00						
Rénovation place du village Anzère				800 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
Rénovations places de jeu Pré des soeurs	0,00		50 000,00						
stade de sport St Jacques				300 000,00	600 000,00	1 500 000,00	1 600 000,00		
Infrastructures sportives et culturelles	0,00		300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet Quartier Musée des Bisses	0,00			100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Maison peinte	-20 189,25	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00	-36 000,00

4. Santé	0,00	3 800,00	0,00	4 000,00					
Dispositif pré-hospitalier - Etat du Valais	0,00	3 800,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
5. Prévoyance sociale	0,00	22 100,00	20 100,00	22 000,00					
Places accueil d'enfants				0,00	0,00				
Crèche Naftaline - mobilier + appareils									
UAPE - bâtiment			0,00		0	0	0	0	0,00
Aide sociale		6 300,00							
Institutions handicapés - Etat du Valais	0,00	15 800,00	20 100,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
Home Les Crêtes et unités d'accueil									
6. Trafic	892 743,50	1 185 000,00	1 620 000,00	1 290 000,00	2 740 000,00	2 340 000,00	1 340 000,00	1 290 000,00	1 290 000,00
Nouvelles réalisations et réfections diverses	491 738,50	410 000,00	700 000,00	600 000,00	1 200 000,00	800 000,00	800 000,00	750 000,00	750 000,00
Frais de construction des routes cantonales	200 182,85	200 000,00	450 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
Place de stationnement		330 000,00	320 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
Mesures agglo		70 000,00	20 000,00	100 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00			
Eclairage publique	74 904,30	50 000,00	50 000,00	50 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
Aménagement des espaces publics	40 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etude pour aménagement des centres des villages	0,00								
Subvention									
Chemins communaux	47 178,05	45 000,00	20 000,00	100 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
Mobilité douce	38 739,80	80 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00			
7. Protection et aménagement de l'environnement	2 601 967,30	2 075 600,00	1 925 588,00	3 228 000,00	7 938 000,00	3 898 000,00	1 867 568,00	1 197 568,00	1 267 568,00
70. Approvisionnement et alimentation en eau potable	285 546,45	412 000,00	395 000,00	2 160 000,00	6 120 000,00	2 120 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
Captation eau potable	163 000,00	250 000,00							
Captage des grands Andins		132 000,00	365 000,00	2 000 000,00	6 000 000,00	2 000 000,00			
Maintenance du réseau	44 056,00	80 000,00	80 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Compteurs d'eau	34 213,35	30 000,00	30 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
Station de filtration de Probon	135 217,35								
Zones à aménager									
Honoraires nouveau règlement	25 000,00								
Taxes de raccordement et subventions	-115 940,25	-80 000,00	-80 000,00	-80 000,00	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00

71. Assainissement des eaux usées	1 222 635,45	1 413 000,00	978 000,00	558 000,00	558 000,00	518 000,00	487 568,00	487 568,00	487 568,00
Réalisations ponctuelles	50 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Maintenance du réseau (PGEE)			40 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Plan général évacuation égouts (PGEE)	50 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PGEE : rénovation du réseau									
Zones à aménager									
STEP : réhabilitation ou raccordement à Chandoline	1 220 000,00	1 363 000,00	438 000,00	438 000,00	438 000,00	438 000,00	407 568,00	407 568,00	407 568,00
STEP		100 000,00	600 000,00						
Honoraires nouveau règlement	25 000,00								
Taxes de raccordement	-122 364,55	-80 000,00	-100 000,00	-80 000,00	-80 000,00	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00
72. Traitement des déchets	119 858,00	120 000,00	260 000,00	60 000,00	810 000,00	810 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
Abris et containers	69 858,00	50 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
Centre de tri Luc									
Centre de tri intercommunal	50 000,00	50 000,00	0,00						
Centre de terre Utignou		20 000,00	200 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00
74. Correction des eaux	995 991,20	10 600,00	252 588,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00
Torrents	1 316 822,55	0,00	300 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00
Intempéries	100 039,70								
3ième correction du Rhône	-14 374,00	10 600,00	10 588,00						
Subvention	-406 497,05		-58 000,00						
76. Protection contre les avalanches	-22 063,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Protections avalanches	-22 063,80								
Suvention									
77. Cimetière	0,00	120 000,00	40 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	700 000,00	30 000,00	100 000,00
Cimetière		120 000,00	40 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	700 000,00	30 000,00	100 000,00
79. Aménagement du territoire	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
Zones à aménager		0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
J. Part de tiers									
8. Economie publique	408 960,00	200 000,00	20 000,00	585 000,00	485 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00
Irrigation par aspersion									
Remise en état périodique des chemins (REP)		0,00	20 000,00	300 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00
Chemins à pied et chenillards	0,00		0,00	85 000,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Protection forêts contre incendies									
Mesures de compensations écologiques									
Mesures PCT	0,00								
Autres locaux Anzère		0,00	0,00						
Mesures d'économies d'énergies	408 960,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

9. Finances et impôts	46 859,60	100 000,00	15 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Anzère Spa & Wellness SA	0,00								
Télé Anzère SA									
Lienne-Raspille SA	15 010,75		15 000,00						
Soutien à l'économie touristique				200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Anzère Tourisme SA	31 848,85	100 000,00							
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	4 382 683,00	4 435 500,00	5 504 688,00	11 976 200,00	17 208 000,00	14 133 000,00	10 452 568,00	2 852 568,00	2 922 568,00
Total des dépenses	4 620 987,80	4 631 500,00	5 778 688,00	12 172 200,00	17 444 000,00	14 409 000,00	10 728 568,00	3 128 568,00	3 198 568,00
Total des recettes	238 304,80	196 000,00	274 000,00	196 000,00	236 000,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
Excédent/ insuffisance	4 382 683,00	4 435 500,00	5 504 688,00	11 976 200,00	17 208 000,00	14 133 000,00	10 452 568,00	2 852 568,00	2 922 568,00